

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/La-reforme-constitutionnelle-se-heurte-a-une-forte-opposition-des-riches-separatistes>

La reforme constitutionnelle se heurte à une forte opposition des riches séparatistes

- Les Cousins - Bolivie -

Date de mise en ligne : mardi 27 novembre 2007

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le président bolivien Evo Morales et sa réforme constitutionnelle se heurte à une forte opposition de la part des régions les plus riches séparatistes, alliées à la population de Sucre, quelle exige, que sa ville retrouve son rang de capitale de Bolivie.

Par l'Agence France-Presse

La Paz. Le mardi 27 novembre 2007

Les députés du MAS (mouvement vers le socialisme) à la Constituante ont approuvé samedi par surprise et en l'absence de l'opposition, une nouvelle constitution provoquant des manifestations à Sucre (sud-est) qui ont fait quatre morts et des centaines de blessés.

Cette adoption en première instance de la nouvelle constitution devrait être discutée article par article ou au moins être validée par un référendum. Selon la loi bolivienne la constitution devrait être adoptée par les 2/3 des députés de la Constituante mais le gouvernement ne possède pas cette majorité requise.

Selon quelques éléments publiés lundi dans la presse de La Paz, l'État serait « unitaire, plurinational, communautaire et laïque », le drapeau indigène, la « whiphala », à rayures, deviendrait l'emblème national, il n'existerait plus qu'une chambre unique et la « concentration économique » serait interdite. Il n'est pas précisé si le président de la République pourra être réélu indéfiniment comme cela avait été évoqué.

Toutefois, le gouvernement paraît loin de maîtriser la situation : les centaines de paysans, partisans de M Morales venus à Sucre soutenir les députés n'ont rien pu faire contre les émeutiers et la police a dû se replier sur une ville voisine.

Le président Evo Morales mobilise sa base politique, planteurs de cocas, ouvriers et paysans pauvres de l'altiplano. Le gouvernement a reçu l'appui du groupe extrémiste aymara, les « ponchos rouges », disposé à marcher sur Sucre, et qui ont même sacrifié vendredi deux chiens, en les pendant, en signe de déclaration de guerre à « l'oligarchie riche et blanche ».

Mais M. Morales se heurte aux cinq gouverneurs des provinces les plus riches (agriculture et gaz) de Santa Cruz (est), Tarija (sud), Pando, Beni (nord) et Cochabamba qui se disent prêts à lancer un vaste mouvement de grève et de désobéissance civile.

De plus la population de Sucre (350 000 habitants) et ses dirigeants, ont fait alliance avec les gouverneurs hostiles au gouvernement.

« On y voit plus clair » a assuré le vice-président Alvaro Garcia Linera, « nous avons face à face les forces vives, populaires et indigènes ainsi que la classe moyenne bolivienne contre le camp de la bourgeoisie et des exportateurs agricoles ».

En revanche pour le principal dirigeant de l'opposition, l'ancien président de la République Jorge Quiroga (conservateur, 2001-2002), ce projet de constitution « n'a pas plus de valeur qu'un papier hygiénique utilisé ».

Ce climat de tensions politiques et sociales risquent de dissuader encore plus les investissements étrangers, surtout dans les hydrocarbures et le gaz, la richesse principale du pays le plus pauvre d'Amérique du sud. Les compagnies

La réforme constitutionnelle se heurte à une forte opposition des riches séparatistes

pétrolières, dont Total (France), Repsol (Espagne), British Gas (GB) et Petrobras (Brésil) réclament plus « de confiance et de sécurité juridique » comme l'a déclaré récemment M. José Magela Bernardes, le président de la Chambre bolivienne des hydrocarbures.

Si les investissements, estimés à huit milliards de dollars pour les hydrocarbures entre 2008 et 2012, ne sont pas réalisés rapidement, la production va décroître, ont averti les spécialistes.

La Bolivie détient avec 48,7 trillions de pieds cubes, la seconde réserve de gaz d'Amérique du sud après celle du Venezuela.